



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DISCOURS

INTERVENTION DE MADAME BARBARA POMPILI,

MINISTRE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE

CONFERENCE DE PRESSE SUR LA CULTURE DU RISQUE

Paris, le 18/10/2021

Seul le prononcé fait foi

Plus une société progresse, plus elle se met à l'abri du danger.

Mais l'année passée nous a rappelé, avec violence, que des risques majeurs auxquels nous ne sommes pas préparés demeurent.

Ces risques d'origine tant sanitaire, que naturelle ou industrielle, nous ne pourrons jamais complètement les éviter. Le tout sera de savoir les prévenir (quand c'est possible), de pouvoir les affronter et gérer leurs conséquences. Bref : de pouvoir y faire face, en étant à la hauteur des enjeux humains qu'ils impliquent.

Alors aujourd'hui, nous sommes ici pour parler plus précisément des risques naturels et industriels.

Ces risques, l'Isère les connaît depuis bien longtemps. Elle a appris à vivre avec.

Le Drac et l'Isère, ces magnifiques cours d'eau qui font la fierté de ce territoire, ont régulièrement connu des crues majeures et destructrices.

La terre sur laquelle nous nous trouvons est marquée de longue date par cette histoire, parfois douloureuse.

L'Isère, c'est aussi une terre industrielle de premier plan, avec de nombreux sites, dans tous les secteurs, celui de la chimie notamment, comme le site sur lequel nous nous trouvons.

Je tiens à ce titre à remercier l'entreprise Arkema d'avoir accepté de nous accueillir aujourd'hui dans son usine de Jarrie.

Mesdames et messieurs, aujourd'hui encore plus qu'hier, le risque est partout présent, sur ce territoire comme dans le reste de la France.

L'histoire récente se charge de nous le rappeler.

Il y a un peu plus de deux ans, l'incendie de Lubrizol et de Normandie Logistique, près de Rouen, a été pour beaucoup d'entre nous un électrochoc.

Cet épisode est venu rappeler que malgré le rehaussement régulier des normes, malgré l'amélioration des process industriels, les catastrophes sont toujours possibles.

Il y a un an, les vallées des Alpes-Maritimes étaient dévastées par des inondations majeures qui, en quelques minutes, ont tué nombre de nos concitoyens, ont détruit des maisons et des villages, et ont coupé les voies de communication pour plusieurs semaines.

Encore cette année, vous le savez, les feux de forêt ont ravagé certains massifs du Sud de la France.

Alors, faire face à ces risques, c'est un impératif politique d'abord, pour la ministre que je suis.

Mais c'est aussi une responsabilité morale, vis-à-vis de nos concitoyens, de leur santé et de leur sécurité.

Mes services répondent présents face à ces risques, par une action quotidienne et consciencieuse :

En contrôlant les industries à risque ;

En organisant des exercices de crise ;

Et en aidant financièrement les collectivités pour qu'elles se protègent contre les risques naturels, notamment avec les 205 millions d'euros mobilisés dans le fonds Barnier.

Les exercices de crise jouent bien sûr un rôle central dans ce dispositif, comme celui que nous venons de faire. C'est pourquoi désormais, sur les sites majeurs, les exercices « plan d'opération interne » pour les risques d'accident industriel sont obligatoires à un rythme régulier.

- Tous les ans pour les établissements SEVESO seuils hauts,
- et tous les 3 ans pour les établissements SEVESO seuils bas.

Mais les risques, notamment les risques naturels, seront toujours présents.

Avec le changement climatique, les inondations vont devenir plus fréquentes et plus fortes.

Les feux de forêts seront plus intenses et ne se limiteront plus aux régions méditerranéennes.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes :

En France, les deux tiers de nos communes sont exposées à au moins un risque naturel : inondations bien sûr, tempêtes, mouvements de terrain, incendies de forêt... Et l'outre-mer connaît des risques spécifiques, comme des risques de séisme, à la Guadeloupe et en Martinique.

Pour les risques d'inondation, 17 millions de Français y sont exposés, soit 1 Français sur 4. C'est colossal.

Nous devons donc collectivement nous y préparer, connaître les risques que l'on court, et savoir comment réagir.

C'est ce qu'on appelle la culture du risque.

Trop d'accidents graves sont encore constatés à chaque catastrophe naturelle ou industrielle, alors qu'ils pourraient être évités par des gestes simples.

C'est la raison pour laquelle j'ai demandé à Fred Courant de conduire une mission sur la transparence, l'information et la participation de tous à la gestion des risques majeurs, technologiques ou naturels...

Avec une ambition : faire naître et essaimer une vraie culture du risque, qui manque encore à notre pays.

Je passe désormais la parole à Fred Courant, pour qu'il nous détaille les résultats de ce travail approfondi.

[...]

Oui, la France a besoin de cette culture du risque, de cette anticipation et de cette préparation de tous les acteurs. Industriels, élus, riverains. Pour être prêts si un évènement majeur devait se produire.

Grâce à cette mission, je suis heureuse de vous annoncer que nous allons donc mettre en route plusieurs actions.

Ces dernières seront la feuille de route de mon ministère pour faire émerger une culture du risque efficace, agile, exigeante, le plus rapidement possible.

Tout d'abord, nous allons construire un partenariat de long-terme avec une association nationale, spécialisée dans la prévention des catastrophes, qui aura la grande responsabilité de porter le déploiement de cette culture du risque.

L'objectif ? Créer des supports pédagogiques, les partager avec les collectivités et les élus, les diffuser dans les médias.

Nous suivrons les résultats de cette action en évaluant chaque année, la progression de la culture du risque chez les Français.

Ensuite, nous organiserons dans tout le pays une journée annuelle de la résilience face aux risques, dès l'automne prochain. Elle aura lieu le 13 octobre, journée internationale de la prévention des risques de l'ONU.

Pendant cette journée, l'Etat, les collectivités territoriales, les associations, et les professionnels qui le souhaitent, organiseront de grandes actions de sensibilisation sur tout le territoire.

Ce sera l'occasion de faire des portes ouvertes, mais aussi des exercices grandeur nature, comme celui que nous venons de voir, et des parcours de sensibilisation.

Les écoles pourront, à cette occasion, tester leur plan particulier de mise en sûreté ; les entreprises également.

Je souhaite aussi valoriser les collectivités qui prennent les devants et construisent leur résilience.

Parce que beaucoup se joue à leur niveau, leur implication pleine et entière est vitale.

Je suis donc heureuse de vous annoncer que nous allons développer le label Résilience France Collectivités, pour valoriser les collectivités résilientes. Une collectivité résiliente, c'est une collectivité qui aménage ses quartiers en fonction des risques naturels ; une collectivité qui organise des exercices dans ses écoles ; une collectivité qui se dote d'un élu référent sur ces sujets.

Enfin, nous continuerons d'améliorer l'information de chacun de nos concitoyens.

Ma conviction, c'est que chaque Français doit savoir à quel risque il est exposé, et où trouver les informations utiles.

Pour cela, l'Etat doit fournir aux Français des informations précises, individualisées et parlantes.

Nous ne sommes pas tous des spécialistes !

Mesdames et messieurs, voilà comment nous allons avancer.

La culture du risque, qui en est à ses balbutiements aujourd'hui, c'est bien sûr une nécessité. Mais c'est aussi un pari.

Car nous nous attaquons au défi le plus délicat, le plus ardu mais en même temps le plus gratifiant : faire évoluer les mentalités d'une nation tout entière.

Car ce que nous faisons aujourd'hui, c'est le pari que grâce aux efforts et à l'engagement de tous les acteurs, la culture du risque ne sera plus une curiosité demain en France.

Qu'elle ne sera plus l'apanage d'une poignée de spécialistes.

Qu'elle ne sera pas un vain mot, une idée abstraite.

Que la culture du risque sera, enfin, et pour tous, une réalité.

Je vous remercie.

Contacts presse
Service presse de Barbara Pompili,
ministre de la Transition écologique

Tél : 01 40 81 78 31

Mél : secretariat.communication@ecologie.gouv.fr

[Désinscription ici](#)